



COMMUNE DE PRAYSSAS

PROCES VERBAL
SÉANCE DU 29 JUIN 2026

Nombre de Conseillers :

En exercice	15
Présents	12
Votants	13

Le vingt-neuf juin deux mille vingt-six à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de Prayssas, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Philippe BOUSQUIER, Maire.

Date de convocation :
23 juin 2026

PRESENTS : Philippe BOUSQUIER, Sonia BENASSY, Christiane BERTEAU, Jean-Pierre BRACQUEMART, Michel CORRADINI, Joël LABAT, Françoise LACOMBE, Gérard MALAURE, Catherine MOULIN, Christian PECOURNEAU, Patricia POTHIER, Soumaya ZINE.

Absents excusés : Carole CAUBET, Laurent FLORENTIN, Charles MERLY

Pouvoir : M. Laurent FLORENTIN donne pouvoir à M. Philippe BOUSQUIER

Secrétaire de séance : Patricia POTHIER



Objet : Approbation Procès-Verbal

Séance du 26 mai 2026

Vu le procès-verbal de la séance du 26 mai 2026.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 13 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention**

Délibération n° 64-2026
Transmis Préfecture le 06/07/2026
Publié le 03/07/2026

ADOPTÉ le procès-verbal de la séance du 26 mai 2026

ANNEXE 1



Objet : Création emploi permanent

Adjoint animation à temps complet

Mr Le Maire rappelle au Conseil Municipal que conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Délibération n° 65-2026
Transmis Préfecture le
Publié le

M. le Maire rappelle que la commune dispose d'un emploi non permanent pour un contrat de projet qui s'achève le 31 août 2026. Cet emploi correspond au poste de conseiller numérique, soutenu jusqu'alors financièrement par l'Etat, notamment sur la rémunération de l'agent.

M. le Maire précise que le dispositif de conseiller numérique, sera soutenu par les services de l'état mais uniquement sur la forme d'accès à des ressources (animation, formation, veille, ...) et sans soutien financier.

Il indique que cet emploi répond à un vrai besoin pour lutter contre la fracture numérique en développant les compétences numériques et en facilitant l'accès aux services publics, en mission complémentaire de France Services, et aux outils du quotidien des habitants de la commune. L'agent est également chargé du développement de la médiathèque communale, de la mise en œuvre d'animations culturelles à destination de différents publics et de l'accompagnement des habitants dans leurs usages et démarches numériques.

Mr le Maire propose au Conseil Municipal, de créer un emploi « Agent d'animations culturelles et numériques » à temps complet (35h) relevant de la catégorie C, au grade d'adjoint d'animation, adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe, ou adjoint d'animation principal 1^{ère} classe.

L'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes :

- Conseil numérique
- animation médiathèque (micro-folie, activités, accueil école et centre de loisirs, ...)
- soutien aux bénévoles de la bibliothèque et des animations médiathèque

AR Prefecture

047-214702136-20260914-70_2026-DE
Reçu le 23/09/2026

- soutien aux services administratifs : communication communale (bulletin municipal, site de la commune et réseaux sociaux), aide informatique, et administrative ponctuelle, ...

Ce poste pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C sur un des grades du cadre d'emploi des adjoints d'animation territoriaux de la filière Animation.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article L.332-8 2° (lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient) et complété par l'article L.332-9 du code général de la fonction publique.

Le contrat relevant de l'article L.332-8 2°, est d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans, conformément à l'article L.332-9. Au-delà, si ce contrat est reconduit, il ne peut l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Par 12 voix Pour, 0 voix Contre et 1 Abstention

DECIDE de créer un emploi « Agent d'animations culturelles et numériques » à temps complet, à compter du 1^{er} septembre 2026, relevant de la catégorie C du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux de la filière technique.

PRECISE que :

- cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de la catégorie C.
- En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, l'emploi peut être exercé par un contractuel relevant de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article L.332-8 2° (polyvalence requise : connaissances numériques et culturelles) et complété par l'article L.332-9 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra, dans ce cas, justifier d'une expérience dans le conseil numérique, et dans le domaine culturel.
- La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement
- M. Le Maire est chargé du recrutement de l'agent et habilité à ce titre à conclure un contrat d'engagement

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026



M. Le Maire rappelle que la commune souscrit depuis le 1^{er} septembre 2023 à la tarification sociale des cantines. Ce dispositif consiste à facturer les repas aux familles selon une grille tarifaire progressivement tenant compte de leur niveau de ressources.

Il précise que l'état est engagé au travers d'une convention à verser une aide de 3€ par repas servi au tarif maximal de 1€. Le tarif est attribué aux familles dont le quotient familial CAF est inférieur ou égal à 1000€.

M. le Maire indique que cette convention avec l'Etat peut être prolongée jusqu'au 31 décembre 2027.

Il propose de **poursuivre la tarification sociale** pour les enfants fréquentant la cantine scolaire de l'école de Prayssas, à compter du 01/09/2026 pour l'année scolaire 2026-2027.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Par 13 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention

ACCEPTE la mise place de la tarification sociale de la restauration scolaire à compter du 01/09/2026, pour la durée de l'année scolaire 2026-2027.

FIXE la tarification suivante pour les enfants de la commune de Prayssas et les enfants des communes extérieures

Objet : Restauration scolaire

Tarification sociale à compter du
01/09/2026

*Délibération n° 66-2026
Transmis Préfecture le 06/07/2026
Publié le 03/07/2026*

AR Prefecture

047-214702136-20260914-70_2026-DE
Reçu le 23/09/2026

Tranche	Quotient familial	Tarif repas commune	Tarif repas hors commune
T1	Inférieur ou égal à 1000 €	1,00 €	1,00 €
T2	De 1001 € à 1600€	4,11 €	4,37 €
T3	A partir de 1601 et non renseigné	4,26 €	4,58 €

PRECISE que le tarif enseignant ou intervenant extérieur (6,30€) reste inchangé.

AUTORISE M. le Maire à constituer un dossier de demande d'aide auprès de l'ASP et à signer tout document se rapportant à cette affaire.

DIT que les familles seront tenues de fournir, au secrétariat de mairie, leur justificatif de quotient familial sans quoi sera appliqué le tarif « non renseigné », et de signaler tout changement de situation.



**Objet : Logement appartement
n°3**

10 Avenue Jean Jaurès

Fixation du prix du loyer

Délibération n° 67-2026

Transmis Préfecture le

06/07/2026

Publié le 03/07/2026

M. le Maire rappelle la délibération n°30-2026 en date du 30 mars 2026 par laquelle le Conseil Municipal l'a chargé, par délégation, de prendre les décisions concernant la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans.

Il rappelle que le logement n°3 sis au 10 avenue Jean Jaurès est vide de tout occupant depuis le 31 décembre 2025

Il indique que des travaux de réfection pourraient être envisagés mais que ce logement peut également être loué en l'état et accueillir un locataire.

M. le Maire propose au Conseil Municipal de conserver le montant du loyer au même montant que celui payé par le dernier locataire : 334€ mensuel.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 13 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention**

DECIDE de fixer le prix mensuel du loyer du logement n°3, situé au 10 avenue Jean Jaurès à 334 € mensuels.

PRECISE que si des travaux de réfection sont effectués, le montant du loyer sera révisé.

CHARGE Monsieur le Maire ou l'adjoint qu'il aura désigné à signer le contrat de bail et tous les documents liés à ce dossier.

PRECISE que le montant de la caution est fixé à un mois de loyer



**Objet : Logement
appartement n° 4**

10 Avenue Jean Jaurès

Fixation du prix du loyer

Délibération n° 68-2026

Transmis Préfecture le

06/07/2026

Publié le 03/07/2026

M. le Maire rappelle la délibération n°30-2026 en date du 30 mars 2026 par laquelle le Conseil Municipal l'a chargé, par délégation, de prendre les décisions concernant la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans.

Il rappelle que ce logement est vide d'occupant depuis le 28 février 2026.

Il indique que les travaux de réfection du logement situé 10, Avenue Jean Jaurès appartement n°4, sont achevés et que ce local peut accueillir un nouveau locataire.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir fixer le prix du loyer de l'appartement n°4 situé 10, avenue Jean Jaurès.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 13 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention**

AR Prefecture

047-214702136-20260914-70_2026-DE
Reçu le 23/09/2026

DECIDE de fixer le prix mensuel du loyer du logement n°4, situé au 10 avenue Jean Jaurès à 358€ mensuels.

Il charge Monsieur le Maire ou l'adjoint qu'il aura désigné à signer le contrat de bail et tous les documents liés à ce dossier.

PRECISE que le montant de la caution est fixé à un mois de loyer



Objet : Local professionnel
8 Rue Porte du Fourat dit
« Belloc 2 »

Bail et montant du loyer

Délibération n° 69-2026
Transmis Préfecture le
06/07/2026
Publié le 03/07/2026

M. le Maire rappelle au conseil municipal que le local commercial situé 8 rue Porte du Fourat est actuellement occupé par une praticienne en médecine chinoise.

M. le Maire indique qu'un orthophoniste souhaite créer son activité sur la commune

Il propose au conseil municipal de partager le temps d'occupation de ce local entre les 2 praticiennes, à raison de :

- 2 jours par semaine (lundi et mardi) pour la médecine chinoise
- 3 jours par semaine (mercredi, jeudi et vendredi) pour l'orthophoniste

sous la forme d'un bail dérogatoire aux baux commerciaux.

Afin de faciliter la cohabitation les charges de fluides (compteurs, consommation) seront incluses dans le loyer.

M. le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Par 13 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention

Considérant la délégation confiée au maire en date du 30 mars 2026

DECIDE dans le cadre de ce bail commercial précaire, de fixer le prix mensuel du loyer pour l'activité de Mme Barrière à 91,67 € HT (soit 110€ TTC)

DECIDE dans le cadre de ce bail commercial précaire, de fixer le prix mensuel pour l'activité de l'orthophoniste à 191,67€ HT (soit 230€ TTC)



Information n° 1 Communication des décisions du Maire

Décision n° 2026-03 : Révision loyer logement : 8 Avenue Jean Jaurès

Le Maire de la Commune de Prayssas,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2122-21,

VU la délibération en date du 04 juin 2020 par laquelle le Conseil Municipal l'a chargé, par délégation, de prendre les décisions concernant la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans,

VU le bail de location signé le 25 février 1999,

Vu la délibération du 11 décembre 2012, révisant le montant du loyer,

Vu l'avenant au bail en date du 1^{er} janvier 2016

DECIDE

Article 1 : A compter du 1^{er} juillet 2026 le montant du loyer est révisé selon le calcul suivant
334.18€ (par mois) x *145.47 (indice du 1^{er} trim 2026)

143,46 (indice 1^{er} trim 205)

* *Indice de référence des loyers*

soit 336€77 par mois

AR Prefecture

047-214702136-20260914-70_2026-DE
Reçu le 23/09/2026

~~Article 2~~ : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune et notifiée à Mme MARQUILLO

Décision n° 2026-04 : Logement 6 Rue Porte du Fourat Révision loyer

Le Maire de la Commune de Prayssas,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2122-21,
VU la délibération en date du 04 juin 2020 par laquelle le Conseil Municipal l'a chargé, par délégation, de prendre les décisions concernant la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans,
VU le bail de location signé le 24 juin 2016,

DECIDE

Article 1 : A compter du 1^{er} juillet 2025 le montant du loyer est révisé selon le calcul suivant
556.97€ (par mois) x *146.60 (indice du 1^{er} trim 2026)
145.47 (indice 1^{er} trim 2025)
** Indice de référence des loyers*

soit 561€29 par mois

Article 3 : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune et notifiée à Mme Madrange



Questions/Affaires diverses

- Remerciement OPAH-RU
- Fermeture du village le dimanche : plus de fermeture étendue
- Conférence sur les écrans : très intéressant, ludique, instructive, interactive

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 heures 00.

Délibération n° 64-2026
Délibération n° 65-2026
Délibération n° 66-2026
Délibération n° 67-2026
Délibération n° 68-2026
Délibération n° 69-2026
Décision n° 2026-03
Décision n° 2026-04

Approuvé au conseil municipal du 14 septembre 2026

M. Philippe BOUSQUIER,
Maire,



Patricia POTHIER
Secrétaire de séance,



Procès-verbal de la séance du 29 juin 2026

AR Prefecture

047-214702136-20260914-70_2026-DE
Reçu le 23/09/2026

ANNEXE 1

AR Prefecture

047-214702136-20260629-64_2026B-DE
Reçu le 07/07/2026



COMMUNE DE PRAYSSAS

PROCES VERBAL SÉANCE DU 26 MAI 2026

Nombre de Conseillers :

En exercice	15
Présents	12
Votants	12

Le vingt-six mai deux mille vingt-six à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de Prayssas, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Michel CORRADINI, doyen d'âge.

Date de convocation :
21 mai 2026

PRESENTS : Philippe BOUSQUIER, Christiane BERTEAU, Carole CAUBET, Michel CORRADINI, Laurent FLORENTIN, Joël LABAT, Françoise LACOMBE, Gérard MALAURE, Catherine MOULIN, Christian PECOURNEAU, Patricia POTHIER, Soumaya ZINE.

Absents : Sonia VENASSY, Jean-Pierre BRACQUEMART, Charles MERLY

Secrétaire de séance : Michel CORRADINI



Objet : Approbation Procès-Verbal

Séance du 28 avril 2026

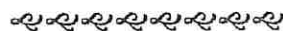
Vu le procès-verbal de la séance du 28 avril 2026.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 12 voix Pour dont 0 pouvoir, 0 voix Contre et 0 Abstention

Délibération n° 55-2026
Transmis Préfecture le 29.05.2026
Publié le 01.06.2026

ADOpte le procès-verbal de la séance du 28 avril 2026

ANNEXE 1



Objet : Création emploi permanent

Adjoint technique à temps complet

Délibération n° 56-2026
Transmis Préfecture le 02.06.2026
Publié le 01.06.2026

Mr Le Maire rappelle au Conseil Municipal que conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

M. le Maire indique qu'il est nécessaire de consolider l'effectif des services techniques, suite aux absences d'agent et à de futur départ en retraite, et prévoir ainsi la continuité du service.

Mr le Maire propose au Conseil Municipal, de créer un emploi d'Agent polyvalent des services techniques à temps complet (35h) relevant de la catégorie C, au grade de adjoint technique, adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe, ou adjoint technique principal 1^{ère} classe.

L'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes :

- entretien des espaces verts, de la voirie et des espaces publics
- entretien des bâtiments communaux (interventions techniques)
- entretien du matériel

Ce poste pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C sur un des grades du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux de la filière technique.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article L.332-8 2° (lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient) et complété par l'article L.332-9 du code général de la fonction publique.

Procès-verbal de la séance du 29 mai 2026

1/14

AR Prefecture

047-214702136-20260914-70_2026-DE
Reçu le 23/09/2026

AR Prefecture

047-214702136-20260629-64_2026B-DE
Reçu le 07/07/2026

Le contrat relevant de l'article L.332-8 2°, est d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans, conformément à l'article L332.-9. Au-delà, si ce contrat est reconduit, il ne peut l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 12 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention

DECIDE de créer un emploi de agent polyvalent des services techniques à temps complet, à compter du 1^{er} septembre 2026, relevant de la catégorie C du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux de la filière technique.

PRECISE que :

- cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de la catégorie C.
- En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, l'emploi peut être exercé par un contractuel relevant de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article L.332-8 2° (polyvalence requise : espaces verts, bâtiments) et complété par l'article L.332-9 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra, dans ce cas, justifier d'une expérience sur l'entretien des espaces verts et de connaissances en petits travaux du bâtiment (plomberie/électricité de base, soudure, ...)
- La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement
- M. Le Maire est chargé du recrutement de l'agent et habilité à ce titre à conclure un contrat d'engagement

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026



Objet : Modification temps emploi

Adjoint technique principal 2^{ème}
classe temps non complet 28h15

Délibération n° 57-2026
Transmis Préfecture le 29 03 2026
Publié le 01 06 2026

M. le Maire rappelle au conseil municipal que depuis la rentrée scolaire de septembre 2025, l'organisation du service scolaire a évolué. En effet, un agent assure un rôle de référent, mission visant à assurer un rôle de coordination entre les fonctions des différents agents, les enseignants et les élus communaux.

Il indique que la mission de référent assurée par cet agent demande du temps de travail supplémentaire par rapport à ses missions initiales.

Compte tenu de ces éléments, M. le maire indique qu'il convient de modifier la durée hebdomadaire de service de l'emploi correspondant.

Il précise que cet agent occupe un poste à temps non complet annualisé.

Cette modification n'est pas assimilée à une suppression d'emploi car elle :

- Ne modifie pas au-delà de 10% la durée initiale de l'emploi
- N'a pas pour conséquence la perte de l'affiliation du fonctionnaire concerné à la CNRACL (seuil d'affiliation 28 h par semaine)

M. Le Maire propose de modifier la durée hebdomadaire de l'emploi en question à compter du 1^{er} juin 2026 de la façon suivante :

- ancienne durée hebdomadaire : 28h15
- nouvelle durée hebdomadaire : 29h03

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 12 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L542-1 à L.542-5,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux fonctionnaires territoriaux nommés sur des emplois permanents à temps non complet,

AR Prefecture

047-214702136-20260914-70_2026-DE
Reçu le 23/09/2026

AR Prefecture

047-214702136-20260629-64_2026B-DE
Reçu le 07/07/2026

DECIDE de modifier l'emploi d'adjectif technique principal de 2^{ème} classe, affecté aux services scolaires, initialement à 28h15 à une nouvelle durée de 29h03

PRECISE que les crédits sont inscrits au budget 2026

Objet : OPAH-Rénovation urbaine

Attribution de subvention

Délibération n° 58-2026
Transmis Préfecture le
29 05 2026
Publié le 01 06 2026

M. le Maire rappelle que la commune est engagée dans une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement urbain (OPAH-RU). La Communauté de commune du Confluent et des Coteaux de Prayssas est maître d'ouvrage de l'opération. Il précise que la commune intervient en abondement des aides de l'ANAH sur les dossiers portés par les propriétaires bailleurs.
Vu la délibération n°04-2026 du 02 février 2026 fixant les conditions d'attribution d'une aide financière aux dossiers d'OPAH-RU présentés par des propriétaires bailleurs.
Vu l'instruction réalisée par les services instructeurs de l'ANAH et de la communauté de communes,
Considérant les dossiers d'OPAH-RU transmis par la Communauté de commune du Confluent et des Coteaux de Prayssas pour :
- SCI Château de Moncuquet (immeuble 1 rue royale)
- M. MERLY Charles (transformation d'usage 1 rue JJ Rousseau)

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 12 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention

ATTRIBUE une aide financière à

- SCI Château de Moncuquet, d'un montant de 2000 €, pour la réhabilitation complète de l'immeuble situé 1 rue Royale avec création de 3 logements T3
- M. MERLY Charles, d'un montant de 2000 €, pour transformation d'usage d'un bâtiment situé 1 rue JJ Rousseau avec création d'un logement T3

Objet : Avis de la commune
sur le projet de PLUi arrêté

Délibération n° 59-2026
Transmis Préfecture le
04 06 2026
Publié le 01 06 2026

Mme MOULIN et M. MALAURE quittent la salle et ne prennent pas part au vote

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'urbanisme, notamment l'article L. 153-15 ;
VU la Conférence intercommunale rassemblant l'ensemble des mairies des communes membres de la Communauté de Commune du Confluent et des Coteaux de Prayssas qui s'est réunie le lundi 14 février 2022 afin de définir les modalités de collaboration entre l'intercommunalité et les communes membres ;
VU la délibération n°003-2022 du Conseil Communautaire en date du 28 février 2022 fixant les modalités de collaboration entre la Communauté de Communes et ses communes membres ;
VU la délibération n°004-2022 en date du 28 février 2022 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté de Communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas a prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal et fixé les modalités de concertation mise en œuvre à l'occasion de cette procédure ;
VU la délibération n°058-2025 du conseil communautaire en date du 26 mai 2025 actant du débat sur les orientations générales du PADD qui s'est tenu en séance du conseil communautaire ;
VU la délibération n°115-2025 du 08 décembre 2025 du conseil communautaire portant nouveau débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du P.L.U.I. afin de réviser les objectifs chiffrés de création de nouveaux logements et d'accueil de population ;
VU la Conférence des maires, le 2 février 2026 pour procéder aux derniers arbitrages avant arrêt du projet du PLUi ;
VU l'avis favorable de la conférence des Maires réunie le 9 février 2026 ;
VU la délibération n° 029-2026 du conseil communautaire en date du 23 février 2026 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Plan local d'urbanisme intercommunal ;
VU le projet de PLUi arrêté transmis à la commune le 04 MARS 2026

Procès-verbal de la séance du 26 mai 2026

3/14

AR Prefecture

047-214702136-20260914-70_2026-DE
Reçu le 23/09/2026

AR Prefecture

047-214702136-20260629-64_2026B-DE
Reçu le 07/07/2026

CONSIDÉRANT que le conseil communautaire de la Communauté de Communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas a tiré le bilan de la concertation et arrêté le PLUi par une délibération du 23 février 2026.

CONSIDÉRANT que, conformément à l'article L.153-15 du Code de l'urbanisme, les communes membres disposent d'un délai de trois mois à compter de la transmission du projet arrêté pour rendre un avis ;

CONSIDÉRANT qu'à défaut de réponse dans ce délai, l'avis est réputé favorable ;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal a examiné les documents constitutifs du projet de PLUi ;

CONSIDÉRANT qu'en cas d'avis défavorable, la Communauté de Communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas sera tenue de réarrêter le projet de PLUi.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 10 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention**

Article 1 :

Émet un avis favorable sur le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté.

Article 2 :

Cet avis est assorti des observations suivantes :

- Emplacements réservés :
 - Ajouter un emplacement pour création d'ouvrage de défense incendie au lieu-dit « Cornier » sur parcelles F 814 et F1419.
- Zonage (règlement graphique) :
 - Parcelle AB 546 : retirer le classement « parcs et jardins à protéger ». Cet ensemble végétal est non entretenu et ne correspond en aucun cas à un jardin.
 - Au lieu-dit « Jean Bezin » plusieurs parcelles sont classées en zone Agricole. Or elles sont enclavées au milieu d'une zone urbaine dense et sont en pente et difficile d'accès. Pour éviter la cohabitation entre résidentiel et agriculture, la commune demande le classement en zone N pour les parcelles D738, D739, D127 (en partie), AB98 (en partie), AB95 (en partie) et AB30 (partie : à l'alignement de la AB489).
 - Au lieu-dit « sous la fontaine », en périphérie du bourg, les parcelles AB 126, AB127, AB313 et AB314, portées sur le document graphique en zone N, sont en cours d'acquisition par la commune, pour la création de jardins ouvriers. Afin de pouvoir réaliser ce projet, la commune demande un classement en zone NL.
 - Au bourg, la parcelle AB63 est classée en zone Ue. Or la commune n'a aucun projet d'équipement public sur cette parcelle, qui n'est pas portée en emplacement réservé. Donc demande de classement en zone Uc, comme les parcelles contiguës
 - Dans le bourg, à proximité de l'école, la commune a répertorié un emplacement réservé, sur les parcelles AB433 (en partie) et AB441, pour la création de places de stationnement. Cette zone est classée en Agricole, inenvisageable à proximité d'un établissement scolaire et d'une zone urbaine. Pour réaliser ce projet, nous demandons un classement en Ue.
- OAP sectorielles :
 - Site RD 118 : n°23. Le conseil souhaite modifier les prescriptions d'aménagement. Les lots sur le terrain ouest, ne peuvent pas être desservis par l'avenue Jean Jaurès car un emplacement réservé est prévu pour un cheminement piéton, accompagné de plantations. Dès lors l'accès doit être réalisé sur le chemin de Sarailly. Vu la topographie du terrain sur la grande majorité de la bordure (talus de 1,5m de haut), un seul accès doit être envisagé sur le point le plus bas. Le descriptif de l'implantation des habitations doit donc être modifié, avec 1 seul accès pour desservir les 3 habitations.
 - Site BONNET : n°24. Le tracé pour l'accès à cette unité foncière ne correspond pas au parcellaire du cadastre.

Article 3 :

La présente délibération sera transmise à la Communauté de communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas

AR Prefecture

047-214702136-20260914-70_2026-DE
Reçu le 23/09/2026

AR Prefecture

047-214702136-20260629-64_2026B-DE
Reçu le 07/07/2026

Objet : Vente bien communal

Parcelle AB 293 : 9 Place
Charles de Gaulle

Délibération n° 60-2026
Transmis Préfecture le
02.06.2026
Publié le 01.06.2026

M. le Maire rappelle au conseil municipal que le bâtiment dit « maison Ferrari » situé 9 place Charles de Gaulle, propriété de la commune est inoccupé depuis plusieurs années. Il sert à ce jour à stocker du matériel appartenant au comité des fêtes de Prayssas. Ce bâtiment d'une surface au sol de 104 m², cadastré section AB 293 se dégrade et nécessitera à termes des travaux d'entretien lourds. Il peut faire l'objet d'une réhabilitation avec la création de logements. La commune n'a pas vocation à mener une telle opération. Aussi M. le Maire propose de mettre ce bien à la vente, auprès d'agences immobilières. Il précise que ce bien est situé au cœur du bourg, face à l'église. Par sa situation géographique et le caractère urbanistique du bourg, il sera nécessaire de porter une attention particulière au projet des futurs acquéreurs. M. le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 12 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention

DECIDE de céder la parcelle AB 293 d'une surface au sol de 104 m² située 9 place Charles de Gaulle pour un montant de 80 000€ négociable.
PRECISE que le bien vendu n'est pas affecté à l'usage du public et n'est pas affecté à un service public.
AUTORISE M. le Maire à signer un mandat de vente sans exclusivité pour la mise en vente de ce bien auprès d'agences immobilières.
INDIQUE que le conseil municipal souhaite être informé du projet envisagé par les futurs acquéreurs, afin de respecter le caractère du cœur de bourg.
AUTORISE M. le Maire ou l'adjoint qu'il aura désigné pour signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant au dossier.
PRECISE que les frais de notaire seront à la charge de l'acquéreur

Objet : Etablissement public
foncier Nouvelle-Aquitaine

Publicité pour vente des
parcelles AB 196-197-198-
199 : Ilot Pradelle

Délibération n° 61-2026
Publié le 01.06.2026

M. le Maire rappelle au conseil municipal la convention signée avec l'EPFNA pour l'acquisition des parcelles de l'ilot Pradelle et notamment les parcelles AB 196 -197-198-199. Ces parcelles forment un ensemble foncier avec une toiture commune. Il rappelle que ces parcelles sont aujourd'hui propriété de l'EPFNA qui s'est porté acquéreur pour le compte de la commune. A l'issue de la convention, si aucun acquéreur ne s'est positionné la commune devra acheter à l'EPF ce bien. Celui-ci peut faire l'objet d'une réhabilitation avec la création de logements. Cependant la commune n'a pas vocation à mener une telle opération.

M. le Maire précise que des contacts ont été pris avec des investisseurs potentiels, sans retour positif à ce jour. Aussi M. le Maire propose de solliciter le service de l'EPFNA, afin de connaître les possibilités pour réaliser une publicité de vente de ce bien. M. le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 12 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention

DECIDE de solliciter l'EPFNA pour procéder à une publicité pour la vente de ce bien.
FIXE le prix de vente à 40 000€ net vendeur.
CHARGE M. Le Maire de réaliser les démarches nécessaires.

AR Prefecture

047-214702136-20260914-70_2026-DE
Reçu le 23/09/2026

AR Prefecture

047-214702136-20260629-64_2026B-DE
Reçu le 07/07/2026

Objet : Local 1 Rue Voltaire

Bail et montant du loyer

Délibération n° 62-2026
Transmis Préfecture le
29 03 2026
Publié le 01 06 2026

M. le Maire informe le conseil municipal que l'occupant du local situé 1 rue Voltaire a donné son congé pour une fin de bail au 30/09/2026.

Il indique qu'un nouveau professionnel de santé souhaite s'installer sur la commune, dans le futur pôle de rééducation. Le temps de la réalisation de ce projet, M. le Maire a proposé d'occuper le local qui va se libérer rue Voltaire.

Afin d'accompagner et soutenir cette nouvelle installation, il propose de recourir au bail dérogatoire au statut des baux commerciaux et de fixer le montant du loyer

Il rappelle que lors de la réunion du 30 mars 2026, le conseil municipal lui a confié délégation pour décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans – L2122-22 (5°).

M. le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 12 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention**

Considérant la délégation confiée au maire en date du 30 mars 2026

EMET un avis favorable à la conclusion d'un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux pour le local situé 1 rue Voltaire

DECIDE de fixer, dans le cadre de ce bail précaire, le prix mensuel du loyer à 280 € (sans TVA)

Objet : Agence technique
départementale « Lot-et-
Garonne Ingénierie »

Représentant de la commune

Délibération n° 63-2026
Transmis Préfecture le
29 03 2026
Publié le 01 06 2026

M. le Maire informe le conseil municipal que la commune adhère à l'agence technique « Lot-et-Garonne Ingénierie ».

Cette agence est chargée d'apporter, aux collectivités territoriales et aux établissements publics intercommunaux du département qui le demandent, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier.

M. le Maire précise que étant membre de cette agence, la commune doit désigner un représentant au sein de l'assemblée générale de l'agence

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 12 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention**

DESIGNE M. Le Maire, Philippe BOUSQUIER en qualité de titulaire pour siéger à l'assemblée générale

Questions/Affaires diverses

- Fête du Savoir-Faire : 7 juin plusieurs arrêtés
- Trail des Coteaux : 13 juin matin courses des enfants
- Distribution du grapillon
- Salon du livre « Les Vendanges littéraires » 20 auteurs inscrits
- Courrier ministère de la Santé : ARS a téléphoné à la mairie pour accompagnement

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 heures 30.

Délibération n° 55-2026
Délibération n° 56-2026
Délibération n° 57-2026

Procès-verbal de la séance du 26 mai 2026
6/14

AR Prefecture

047-214702136-20260914-70_2026-DE
Reçu le 23/09/2026

AR Prefecture

047-214702136-20260629-64_2026E-DE
Reçu le 07/07/2026

Délibération n° 58-2026
Délibération n° 59-2026
Délibération n° 60-2026
Délibération n° 61-2026
Délibération n° 62-2026
Délibération n° 63-2026

Approuvé au conseil municipal du 29 juin 2026

M. Philippe BOUSQUIER,
Maire,

Michel CORRADINI
Secrétaire de séance.



Procès-verbal de la séance du 26 mai 2026

7-14

Procès-verbal de la séance du 29 juin 2026

12/12